

Et la ville candidate aux JO d'hiver 2026 est... personne. Comme pour la plupart des Jeux à venir



Le dynamisme économique qui devrait accompagner l'organisation des Olympiades n'est qu'un mythe.

Avec Pierre Rondeau

A six mois de l'annonce de l'attribution des JO d'hiver, le candidat pressenti, Calgary, vient d'annoncer qu'il retirait sa candidature car la population a voté contre à plus de 50%. Comment expliquez-vous ce retrait ? Pourquoi n'y a-t-il plus de concurrence ?

Pierre Rondeau : Les gens ont compris qu'organiser les Olympiades ne rapporte pas d'argent, en tout cas sur le court-terme. Ce n'est pas un accélérateur de croissance, d'emploi. Pendant trop longtemps-le corps politique a voulu mettre en avant les conséquences économiques: tourisme, emploi, croissance. On a voulu faire entrer dans l'inconscient collectif que les JO ou une coupe du monde de foot devaient générer profits et dynamisme économique. Or c'est une légende urbaine que de croire qu'une grande compétition sportif pourra accélérer la croissance. C'est faux de le croire. Le coût engendré par l'organisation est mis en avant. Les citoyens par la démocratisation de l'information et l'expérience ont compris qu'organiser ne rapportait pas d'argent. Cela n'incite plus à vouloir organiser les compétitions internationales. Depuis 1968 le taux dépassement entre ce qui a été pronostiqué en amont et le coût réel est de 168%. Sauf les JO de 1984 à Los Angeles, organisés par le privé. Il n'y a pas eu la malédiction du vainqueur. Une vente aux enchères dans un monde concurrentiel est toujours en défaveur du vainqueur. Toutes les villes veulent obtenir la candidature pour des raisons historiques, politiques, économiques. Elles candidatent. Et un seul offreur, le CIO, fait un appel d'offres. Les villes candidatent font une course à l'armement, un surenchérissement permanent. Cette course fait dépasser le budget et la ville qui obtient l'enchère car elle devra réaliser tout ce qu'elle a promis avant d'officiallement organiser les JO. Deuxième raison pour que les JO de Los Angeles en 1984 n'aient pas dépassé leur budget : il n'y avait qu'une seule candidature. Il n'y a pas eu d'enchère. Comme c'était la seule ville elle n'a pas eu à promettre monts et merveilles au CIO.

L'impact des JO sur l'économie d'un pays reste sujet à controverse. En réalité, qu'est-ce qu'un pays a à gagner à les organiser ? Est-ce que ça peut devenir une aubaine pour renouveler les infrastructures ?

Tout dépend du discours qui est mis en avant. Je ne suis pas opposé aux JO. Ce qu'il faut mettre en avant, c'est l'héritage. LE renouvellement des infrastructures et non sportives. Paris 2024 va permettre d'accélérer les grands travaux, les lignes de métro, de tramway, le renouvellement des infrastructures hôtelières, de transport...J'ai envie de souligner l'accélérateur d'investissement. L'aubaine mise en avant par les Etats les villes c'est pas le soutien de la croissance. Il faut arrêter avec ce discours. On entendait encore Bruno Le maire parler d'effet coupe du monde cet été. C'est un non-sens économique. Aucune étude économique ne le

montre. Il faut défendre ces événements car ils sont porteurs de bien être, du bonheur, de la fierté nationale. C'est du positif mais il faut aussi considérer que cela coûte cher. Ce qu'il faut mettre en avant, c'est la pérennisation des infrastructures.

N'y a-t-il pas un cercle vicieux qui consiste à ce que les candidats surenchérisent dans leur offre pour avoir les JO et s'endettent plus que de raison ? Est-ce que le Comité olympique fait un effort pour réduire ses exigences et jusqu'où peut-elle les réduire ?

Elle est dans l'obligation de le faire. Si elle ne le fait pas, le risque à terme c'est qu'il n'y ait plus de candidats aux JO. Que seulement des villes politiquement assez louches le souhaitent. Le CIO doit imposer un contrôle. Il a été imposé à Paris. Un contrat a été passé et la ville de Paris pour canaliser, centraliser, contrôler, surveiller les coûts d'organisation, de production. Pour le cas français, c'est la première fois que la Cour des comptes va avoir un oeil sur le financement pour veiller à ce qu'il n'y ait pas de dépassement onéreux. C'est une demande du CIO d'imposer un contrôle durant la construction des infrastructures. Ce que va mettre en avant le CIO c'est pour la suite des événements c'est de montrer que les nouvelles villes hôtes ne présenteront pas de dépassement.

Il est clair qu'on peut multiplier par 2,5 la facture pour la rénovation ou la construction d'infrastructures à chaque JO. Cela élimine beaucoup de candidats d'office. Le coût avéré et toujours sous-évalué des JO a-t-il tendance à favoriser toujours le même type de pays ?

Si on fait l'historique des JO, ce sont toujours les pays occidentaux qui ont gagné l'organisation. L'Afrique n'a jamais organisé d'Olympiades d'été. C'est vrai. Que faudrait-il faire ? Je serai militant d'arrêter de considérer que ce soit une ville seule qui organise les JO mais que ce soit un pays entier. Cela permettrait de faire partager l'ensemble de la solidarité nationale et d'élargir le champ des possibles. Je serai pour le donner à des pays qui n'ont jamais eu l'organisation. Pour le développement via les compétitions sportives, mais il faudrait qu'il y ait un soutien politique, économique.